

**Arrêté n° PCICP2023069-0001**

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la démolition, puis l'implantation de bureaux de silo par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MOULINS SOUFFLET à DIENVILLE

---  
La préfète de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire, et notamment les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-004 du 30 août 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019316-0001 du 12 novembre 2019 encadrant le traitement de la pollution ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2022112-0001 du 22 avril 2022 actualisant les prescriptions applicables ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n° PCICP2021188-0001 du 7 juillet 2021 et n° PCICP2022291-0001 du 18 octobre 2022 encadrant les travaux de traitement de la pollution ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023034-0001 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport SOCOTEC « EK1K0/22/022 V2 – version 2 » du 21 janvier 2021 présentant la mise à jour des analyses de sols ;

VU les résultats des analyses relatives à la surveillance de cette pollution transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées chaque mois ;

VU le porter-à-connaissance transmis par l'exploitant en date du 8 novembre 2022 relatif à la volonté de remplacer les bureaux de commande existants pour la conduite des silos par la mise en place de nouveaux bureaux modulaires à proximité du pont bascule ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier avec accusé de réception du 6 février 2023 ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'analyse des risques résiduels présentée dans le rapport SOCOTEC « EK/1K0/20/934 – version 2 » du 15 février 2021 relatif aux mesures de gestion de la décontamination des sols du site indique que la construction de tout nouveau bâtiment est impossible au droit de la zone assainie ;

CONSIDÉRANT que les calculs de risques de cette analyse mettent en évidence l'apparition d'un risque sanitaire toxique et cancérigène au droit de cette zone pour l'exposition d'une cible « travailleur adulte » dans un éventuel nouveau bâtiment, la voie d'exposition incriminée étant l'inhalation de composés volatils issus des sols assainis ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des risques résiduels prévus après travaux selon les modalités proposées dans le rapport SOCOTEC « EK/1K0/20/934 – version 2 » du 15 février 2021, une servitude d'utilité publique est nécessaire conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021188-0001 du 7 juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant envisage dorénavant de remplacer les bureaux de commande existants pour la conduite des silos par la mise en place de nouveaux bureaux modulaires à proximité du pont bascule ;

CONSIDÉRANT qu'au regard du plan de masse annexé au porter-à-connaissance susvisé, il apparaît que l'implantation de ces nouveaux bureaux se situe à proximité immédiate (moins de trois mètres) de la zone source en cours de dépollution ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient que l'exploitant continue la décontamination jusqu'à des valeurs permettant des risques sanitaires compatibles avec la conception et l'usage des bâtiments projetés en hydrocarbures totaux (HCT), en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et en BTEX, sans être inférieures au seuil en HCT précédemment défini ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

Les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE (dont le siège social est situé quai du Général Sarrail à NOGENT-SUR-SEINE) et MOULINS SOUFFLET (dont le siège social est situé 7 quai de l'apport Paris à CORBEILLE-ESSONNE), dénommées ci-après l'exploitant, sont autorisées à poursuivre l'exploitation des activités autorisées sur le territoire de la commune de DIENVILLE par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-004 du 30 août 2012,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019316-0001 du 12 novembre 2019 encadrant le traitement de la pollution,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2022112-0001 du 22 avril 2022 actualisant les prescriptions applicables,
- les arrêtés préfectoraux complémentaires n° PCICP2021188-0001 du 7 juillet 2021 et n° PCICP2022291-0001 du 18 octobre 2022 encadrant les travaux de traitement de la pollution, modifiés par les dispositions ci-après.

### **ARTICLE 2 – SEUIL DE DÉPOLLUTION**

*En lieu et place des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2021 :*

Sur l'ensemble du site, le seuil de décontamination est fixé à des teneurs compatibles avec les usages projetés en hydrocarbures totaux (HCT), en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et en BTEX. En particulier ces seuils sont compatibles avec l'utilisation des constructions projetées.

Pour ce faire, l'exploitant justifie des seuils de dépollution retenus au regard de l'analyse des risques sanitaires résiduels tenant compte de la conception retenue pour les bureaux envisagés.

A minima le seuil de décontamination est fixé à 2 000 mg/kg MS en HCT (hydrocarbures totaux).

### ARTICLE 3 – DÉLAIS

Les travaux d'excavation de bords et fonds de fouilles sont menés jusqu'à l'atteinte de l'objectif fixé. Ils sont mis en œuvre dès à présent et seront achevés sous deux mois.

### ARTICLE 4 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à la directrice de la société SOUFFLET à DIENVILLE.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DIENVILLE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de DIENVILLE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de DIENVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux sous-préfets de Bar-sur-Aube et Nogent-sur-Seine.

Fait à Troyes, le

**10 MARS 2023**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Mathieu ORSI

#### Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.